



Mission régionale d'autorité environnementale

Centre-Val de Loire

**Avis de la Mission Régionale d'Autorité environnementale
Centre-Val de Loire
sur l'extension de la Laiterie de Saint-Denis-de-l'Hôtel (45)
Dossiers de demandes de permis de construire
n° PC 4527317J0013 et 14**

N°20180202-45-0123

Par suite de la décision du Conseil d'État n°400 559 du 6 décembre 2017, venue annuler les dispositions du décret n°2016-519 du 28 avril 2016 en tant qu'elles maintenaient, au IV de l'article R. 122-6 du code de l'environnement, le préfet de région comme autorité environnementale, les propositions d'avis relatifs aux études d'impact des projets sont désormais transmises aux missions régionales d'autorité environnementale.

En Centre-Val de Loire, cette dernière s'est réunie le 2 février 2018. L'ordre du jour comportait, notamment, l'avis sur les deux demandes de permis de construire pour l'extension de la laiterie de Saint-Denis-de-l'Hôtel (45) déposé par cette société.

Étaient présents et ont délibéré : Étienne Lefebvre, Philippe de Guibert, Philippe Maubert.

En application de l'article 9 du règlement intérieur du Conseil général de l'environnement et du développement durable, chacun des membres délibérants cités ci-dessus atteste qu'aucun intérêt particulier ou élément dans ses activités passées ou présentes n'est de nature à mettre en cause son impartialité dans l'avis à donner sur le projet qui fait l'objet du présent avis.

L'extension de la laiterie de Saint-Denis-de-l'Hôtel relève du régime des projets prévu à l'article R. 122-2 du code de l'environnement. Elle doit, à ce titre, faire l'objet d'une évaluation environnementale.

Pour tous les projets soumis à évaluation environnementale, l'autorité environnementale doit donner son avis, qui est mis à disposition du maître d'ouvrage et du public.

Cet avis ne porte pas sur l'opportunité du projet mais sur la qualité de l'étude d'impact présentée et sur la prise en compte de l'environnement par le projet. Il n'est donc ni favorable, ni défavorable à celui-ci. Il vise à permettre d'améliorer sa conception et la participation du public à l'élaboration des décisions qui le concernent.

Le projet d'extension de la laiterie de Saint-Denis-de-l'Hôtel fait parallèlement l'objet de deux demandes de permis de construire (dossiers n°PC 4527317J00-13 et 14), dans le cadre desquelles l'autorité environnementale est présentement sollicitée pour émettre son avis, et d'une procédure d'autorisation environnementale unique intégrant l'autorisation d'exploiter au titre des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE), dans le cadre de laquelle l'autorité environnementale sera ultérieurement amenée à rendre un avis.

À ce stade, il ne peut être exclu que le projet et son étude d'impact puissent évoluer significativement par rapport aux éléments contenus dans les dossiers de demandes de permis de construire, notamment pour répondre aux exigences de la réglementation sur les ICPE. En conséquence, l'autorité environnementale estime qu'elle n'est pas en mesure de se prononcer sur la base des dossiers de demandes de permis de construire. Aucune observation n'est donc formulée dans le cadre du présent avis.

Si l'autorité environnementale devait émettre un avis dans le cadre de la procédure d'autorisation environnementale unique avant la fin de l'instruction des demandes de permis de construire, il constituerait une actualisation du présent avis et devrait être mis à disposition du public lors de la consultation réglementairement prévue, si celle-ci n'a pas encore eu lieu.